

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE SUR LES AMENDEMENTS DU SENAT RELATIFS A L'ANALYSE DU PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/15 DU 29 AVRIL 2006 PORTANT STATUT DES OFFICIERS DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI.

I. INTRODUCTION

En date du 30 avril 2010, les membres de la commission de la Défense et de la Sécurité se sont réunis pour analyser les amendements du Sénat relatifs à l'analyse du projet de loi portant modification de la loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant statut des officiers de la Force de Défense Nationale du Burundi.

II. LES PRESENCES

Etaient présents :

1. Honorable NDUWIMANA Jean CLAUDE, Président
2. Honorable NTAHOMENYEREYE Salvator, membre
3. Honorable MANWANGARI Jean-Baptiste, membre
4. Honorable MBUNDAGU Vestine, membre
5. Honorable BIMENYIMANA Prosper, membre
6. Honorable MIRENZO Venuste, membre
7. Honorable NTAHONZIGAMIYE Pascal, membre
8. Honorable NIYUNGEKO Charles, membre
9. Honorable NSHIMIRIMANA Georges, membre
10. Honorable MBONINYIBUKA Gilbert, membre
11. Honorable CIGUMIJE Simon, membre

Étaient empêchés :

1. Honorable TUKARERE Noëlla, Vice-présidente
2. Honorable MANIRAKIZA Côme, Secrétaire
3. Honorable NZIGAMASABO Jean-Baptiste, membre



III. AMENDEMENTS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS PROPOSES	MOTIVATION DU SENAT	Avis de la Commission	Motivation de l'Assemblée
1	Article 2, point a et deuxième tiret	Après le mot Ministre, ajouter le groupe de mots « ayant la défense nationale dans ses attributions » et le tiret se lit : « les candidats officiers en stage dans les unités après la formation de base passée dans les conditions fixées par une ordonnance du Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions ».	Pour plus de précision	Accepté	Précision nécessaire
2	Article 4	Supprimer l'article indéfini « de » situé entre Force et Défense	Correction de forme	Rejeté	Il n'y avait pas d'erreur
3	Article 11, alinéa 2	Libeller l'alinéa comme suit: « Il a droit à l'alimentation chaque fois qu'il est soumis à des prestations qui le contraignent à rester à tout moment au service notamment en cas de consigne ou d'exercice sur terrain avec ses troupes ».	Pour éviter des spéculations	Rejeté	Le mot notamment conduit plutôt à des spéculations éventuelles
4	Article 14, 2 ^{ème} alinéa	Supprimer le bout de la phrase « pendant une période de sept ans » et le remplacer par « jusqu'à l'âge présumé »	1. C'est un acquis 2. Encouragement du combattant à s'engager jusqu'au	Rejeté	-Motivation non pertinente -Eviter un impact



		de retraite selon la catégorie de l'officier défunt »	sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ces besoins vitaux seront pris en charge par l'Etat.		budgétaire exorbitant pour l'Etat
5	Article 17, alinéa 1 ^{er}	Ajouter au bout de l'alinéa le groupe de mots suivant : « ainsi que les frais funéraires » et l'alinéa se lit « En cas de décès d'un officier en activité, ses ayants droit perçoivent, en plus du salaire du mois en cours, une allocation de décès équivalant à quatre mois de salaire brut ainsi que les frais funéraires »	1. C'est un acquis 2. Motivation psychologique	Rejeté	On ne perçoit pas les frais funéraires. L'employeur en assure la prise en charge.
6	Article 17, alinéa 2	Libeller le deuxième alinéa comme suit : « L'employeur prend en charge également les frais funéraires du conjoint, de l'enfant mineur ou assimilé de l'officier en activité »	1. C'est un acquis 2. Motivation psychologique	Rejeté	Cfr Statut Général des Fonctionnaires.
7	Article 22, alinéa 1	Supprimer le bout de la phrase « pendant une période de sept ans » et le remplacer par « jusqu'à l'âge présumé de retraite selon la catégorie de l'officier défunt »	1. C'est un acquis 2. Encouragement de l'officier à s'engager jusqu'au sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ses besoins vitaux seront pris en charge par l'Etat.	Rejeté	Eviter un impact budgétaire exorbitant.
8	Article 25	Déplacer l'article 25 et le mettre après l'article 24 de la section des droits de l'officier.	Cet article traite des droits de l'officier et non des devoirs et incompatibilités	Accepté	Il y a eu une erreur de saisie.
9	Un nouvel	Ajouter un nouvel article qui devient article 28	L'ajout de cet article est primordial du fait	Accepté	Complément



	article	<p>stipulé comme que le titre parle en soi des devoirs et incompatibilités.</p> <p>suit : « Sont incompatibles avec la qualité d'officier :</p> <p>1° Tout mandat politique de nature à entraver le fonctionnement et les intérêts du service ;</p> <p>2° Toute activité quelconque de nature à entraver le service ;</p> <p>3° Etre membre du conseil ou des organes administratifs des sociétés privées, commerciales ou industrielles en rapport avec le service à l'exception de ceux représentant les intérêts de l'Etat dans ces établissements privés ;</p> <p>4° Avoir, dans une entreprise privée ou dans un secteur placé sous son contrôle direct ou en relation avec lui, quel que soit son mode de gestion ou sa dénomination, des intérêts de nature à l'inciter à ne pas bien accomplir son travail</p>		nécessaire.
--	---------	---	--	-------------



		ou à restreindre l'indépendance et l'objectivité de son action dans l'emploi qu'il exerce ».			
10	Article 39, point a	Remplacer le groupe de mots « tout au long de sa carrière » par « à partir de sa prestation de serment ».	C'est à partir de la prestation de serment que l'officier entre dans le service actif. C'est également un passage du régime de sous contrat au régime de sous statut	Accepté	C'est une précision utile.
11	Article 39, point b	Supprimer le groupe de mots « fait et » et le point est libellé ainsi : « avoir réussi brillamment les stages de commandement des grandes unités »	Eviter des répétitions car on réussit à une épreuve ou un examen qu'on a fait	Accepté	L'argument avancé est pertinent.
12	Article 39, point d	Supprimer le mot irréprochable et libeller le point comme suit : « être de bonne moralité »	Personne n'est saint	Accepté	La motivation est fondée.
13	Article 45	Ajouter un cinquième tiret ainsi libellé: « congé d'expertise »	En vertu de l'article 13, la durée du congé d'expertise est décomptée de la période d'activité.	Accepté	C'est un complément nécessaire.
14	Article 50, alinéa 1	Mettre les mots traitement et officier au singulier	Correction de forme	Accepté	Correction de forme.
15	Article 50, alinéa 2	supprimer cet alinéa	Pour se conformer à l'article 45 du statut des officiers de la PNB	Accepté	Il y avait une erreur de saisie.
16	Article 67	Ecrire le mot officier en minuscule et ce partout où il se trouve	Correction de forme	Accepté	Correction de forme.



IV. CONCLUSION

Après analyse des amendements du Sénat sur le projet de loi portant modification de la loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant statut des officiers de la Force de Défense Nationale du Burundi, la Commission de la Défense et de la Sécurité recommande à l'auguste assemblée d'adopter le projet de loi moyennant les amendements proposés.

Fait à Bujumbura, le 20/04/2010

Honorable NDUWIMANA Jean Claude, Président.

